

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE « LES FRANÇAIS·E·S ET LES REPRÉSENTATIONS SUR LES

VIOLENCES SEXUELLES » - VAGUE 3 réalisée par IPSOS pour l'Association Mémoire Traumatique et Victimologie

La Dre Muriel Salmona, présidente de l'association Mémoire Traumatique et Victimologie présentera avec Mme Adeline Merceron et M.Etienne Mercier d'Ipsos les résultats de l'enquête lors d'une conférence de presse le 1er février 2022 de 10 à 12h à la Mairie du 20ème de Paris, 6 place Gambetta, 75020

L'enquête a été réalisée par l'institut IPSOS pour l'Association MémoireTraumatique et Victimologie (AMTV) par internet via l'Aces Panel Online d'Ipsos du 15 au 17 novembre 2021, auprès de 1035 personnes constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon a été assurée grâce à la méthode des quotas (données INSEE) appliquée aux variables de sexe, d'âge, de profession de la personne interrogée, de région et de catégorie d'agglomération.



Contact MTEV : Dre Muriel SALMONA drmsalmona@gmail.com ; tel : 06 32 39 99 34
contact IPSOS : Etienne Mercier etienne.mercier@ipsos.com ;
Adeline Merceron adeline.merceron@ipsos.com

Enquête sur les Français·e·s et les représentations sur le viol

Six ans après notre première enquête de 2016, 3 ans après celle de 2019, 5 ans après le début du mouvement international de libération de la parole des victimes de violences sexuelles #MeToo et 1 an après le mouvement français #metooinceste, nous explorons pour la troisième fois les évolutions des représentations des Français·e·s sur les violences sexuelles, sur les stéréotypes sexistes, les mythes et la culture du viol, sur leurs niveaux d'information sur la loi, les conduites à tenir et les ressources en cas de violences sexuelles, sur leurs réactions face à l'électrochoc du mouvement #metooinceste, et enfin sur les mesures phares qui restent à prendre pour mieux lutter contre les violences sexuelles et mieux en protéger les enfants et les personnes vulnérables. Depuis l'enquête précédente, la loi Billon du 21 avril 2021 a complété la définition du viol, instauré des seuils d'âge du non-consentement, à 15 ans ou à 18 ans en cas d'inceste et a défini nouvelles infractions sexuelles de viol et d'agression sexuelle ne nécessitant pas de prouver la violence, la contrainte, la menace ou la surprise.

Pourquoi cette nouvelle enquête ?

Après avoir constaté lors de notre première enquête de 2016 la puissance du déni à l'œuvre face aux violences sexuelles avec une majorité de Français·e·s qui affichent une forte méconnaissance des statistiques des viols, et une forte adhésion à des stéréotypes sexistes ainsi qu'à de fausses représentations et de mythes sur le viol et les violences sexuelles, nous avons douloureusement constaté lors de notre deuxième enquête en 2019, que, malgré le mouvement international #MeToo de libération de la parole des victimes de violences sexuelles depuis octobre 2017, l'adhésion des Français·e·s aux stéréotypes sexistes, à la culture du viol qui déresponsabilise l'agresseur et culpabilise la victime ainsi qu'au aux mythes sur le viols et les violeurs s'était renforcée au lieu de régresser, alors même que le niveau d'information des Français·e·s était paradoxalement plutôt bon sur les conséquences des violences sexuelles à long terme, sur les mécanismes psychotraumatiques (sidération, dissociation, mémoire traumatique et amnésie traumatique) qui empêchent les victimes de réagir, de fuir et de dénoncer les violences subies.

Si le mouvement #MeToo et tous nos efforts d'information n'avait nullement remis en question pour une bonne partie des Français·e·s des représentations fausses qui contredisent manifestement ce qu'ils savent et qu'il serait pourtant logique d'abandonner, il nous a paru important de savoir si cela serait également le cas après la déflagration de la sortie de livre de Camille Kouchner début janvier 2021 et le mouvement historique #Metooinceste qui a déferlé ensuite et permis d'obtenir une nouvelle loi pour améliorer la lutte contre les violences sexuelles, plus protectrice bien qu'insuffisante (Loi Billon).

Résumé des résultats de l'enquête

Si pour la 1ère fois nous voyons une amélioration avec un **net recul de l'adhésion des Français·e·s aux stéréotypes sexistes et à la culture du viol par rapport aux deux premières enquêtes de 2016 et 2019**, bien qu'une majorité des **Français·e·s** continuent à y adhérer, essentiellement des hommes.

En revanche ce n'est pas du tout le cas pour les jeunes de 18 à 25 ans et surtout **pour les jeunes hommes de 18 à 24 ans qui adhèrent bien plus que les autres tranches d'âge à une vision sexiste et à une sexualité violente sans respect du consentement**, ce qui peut s'expliquer par par l'exposition de cette tranche d'âge dès l'enfance à des contenus pornographiques, contenus souvent violents et dégradants envers les femmes avec une érotisation de la haine et de la violence envers les femmes, ainsi qu'à des jeux en ligne mettant en scène des stéréotypes sexistes, une culture du

viol et des scènes de violences sexuelles envers les femmes et étant associé à une communauté de joueurs qui véhicule une culture fortement sexiste.

L'insuffisance d'information sur les lois, le consentement, les conduites à tenir et les ressources est flagrante et très préoccupante. Que ce soit pour un mineur ou dans le cas d'un inceste, **la majorité des Français ne connaît pas l'âge de non-consentement. Un quart des Français, y compris les femmes, ne connaissent aucun des services d'aide et de soutien aux victimes de violences**, autre frein important pour tous ceux qui seraient susceptibles de porter plainte ou d'avoir besoin de soutien.

Le mouvement #metoinceste est considéré comme ayant eu un impact positif et les Français·e·s sont une majorité à penser qu'il faudrait une médiatisation plus importante bien que près de 3 Français sur 5, en particulier les hommes, considèrent que ce type de mouvement de libération de la parole fait courir un risque important de délation et de fausses accusations...

Plus de 90% des Français·e·s sont favorables à de nouvelles mesures pour mieux lutter contre les violences sexuelles telles l'imprescriptibilité des crimes sexuels, la formation obligatoire de tous les professionnels, la création de centres de prise en charge des victimes de violences sexuelles dans chaque département, de même pour les premières mesures préconisées par la Commission indépendante inceste et violences sexuelles envers les enfants (CIIVISE) sur la suspension ou le retrait de l'autorité parentale du parent incriminé en cas d'inceste signalé ou condamné.

Nous pouvons faire l'hypothèse que l'intense médiatisation sur les violences sexuelles, les nombreux témoignages depuis et les nombreuses campagnes depuis 2019 et surtout la déflagration causée par la publication début janvier 2021 du livre de Camille Kouchner *La familia grande* où elle révèle les viols incestueux sur son frère jumeau commis par son beau-père Olivier Duhamel, suivie par un mouvement historique #metoinceste de près de 80000 tweets en un week-end, la déclaration du président de la République, la mise en place de la CIIVISE et le vote de la loi Billon, et la déferlante de témoignages, d'émissions, de nouveaux hashtags sur les réseaux sociaux a permis une prise de conscience de l'ampleur des violences sexuelles et de la nécessité d'intensifier la lutte contre celles-ci, à briser le déni et la loi du silence et à mis à mal le discours de propagande sexiste, anti-victimaire et de promotion de la culture du viol.

Cette enquête montre que le niveau de tolérance baisse vis à vis des violences sexuelles et qu'il y a une forte attente des Français·e·s pour améliorer la lutte contre les violences sexuelles, la lutte contre leur impunité, pour améliorer la protection et la prise en charge des victimes.

Pour rappel les résultats les plus médiatisés des deux premières enquêtes de 2016/2019 : Il a paru incroyable, qu'en 2019 Français·e·s soient : 42% (vs 40% en 2016) à penser qu'une attitude provocante de la victime en public, atténue la responsabilité du violeur ; 40% (vs 38% en 2016) que des femmes qui ont flirté avec le violeur mais qui ne voulaient pas avoir de relations sexuelles avec lui et 27%, qu'une tenue sexy excuse en partie le violeur ; 43% (vs 41% en 2016) qu'une victime si elle se défend vraiment elle fait fuir le violeur, 30% (vs 27% en 2016) que si la victime ne réagit pas ce n'est pas une violence sexuelle, et 30% (vs 30% en 2016) que si la victime respecte certaines règles de précaution elle ne risque pas d'être violée ; 37% (vs 30% en 2016), qu'il est habituel que les victimes accusent à tort pour se venger ; plus des 2/3 à adhérer au mythe d'une sexualité masculine pulsionnelle et difficile à contrôler, et d'une sexualité féminine passive ; et autour de 20% à considérer que des femmes aiment être forcées et ne savent pas ce qu'elles veulent, etc.

Quelques éléments clés de l'enquête

Le rapport détaillé d'Ipsos et le dossier de presse complet de l'association peuvent vous être adressés par mail sur demande, ils seront mis en ligne ainsi que des infographies sur le site de l'association memoiretraumatique.org le mardi premier février 2022.

😊 **Net recul de l'adhésion des Français·e·s à des stéréotypes sexistes, à la culture du viol et à des mythes sur le viol et les violeurs,**

toutefois ils restent une majorité à continuer d'y adhérer, les hommes étant plus nombreux que les femmes à le faire

😞 **Fait inquiétant, les jeunes de 18 à 24 ans adhèrent en grand nombre à des représentations pornographiques violentes de la sexualité et à la culture du viol**
les hommes bien plus que les femmes

😞 **Important déficit de connaissances et d'informations des Français·e·s**

sur la loi, le consentement, les conduites à tenir, comment porter plainte, et sur les ressources disponibles en cas de violences sexuelles. Une majorité de femmes pensent être mal accueillies lors de d'une plainte. 38% ignorent l'obligation de signalement pour les mineurs et personnes vulnérables victimes de violences sexuelles, 29% connaissent l'existence et le nom du 119 et 13% le 39-19

😊 **Les Français.e.s qui connaissent le mouvement #metooinceste**

déclarent majoritairement qu'il a eu un impact positif que ce soit dans la libération de la parole des victimes, la prise de conscience de l'ampleur du phénomène ou encore aux proches des victimes et témoins des faits. Et ils sont 50% à estimer que l'on en fait pas encore assez dans la médiatisation des situations d'incestes

😊 **90% des Français·e·s se déclarent en faveur de l'imprescriptibilité des crimes sexuels envers les mineurs et les personnes vulnérables (vs 70% en 2018)**

87% en faveur de l'imprescriptibilité pour tous les crimes sexuels (mineurs et adultes),
88% en faveur d'un allongement de la prescription à 40 ans après la majorité,
86% en faveur de la levée de prescription en cas d'amnésie traumatique

😊 **Une grande majorité de Français·e·s de 80 à 97% se déclarent favorables à des mesures visant à améliorer la protection des mineurs victimes de violences sexuelles :**

formation, dépistage systématique, création de centres de prises en charge pour victimes de violences sexuelles, infraction spécifique pour les personnes en situation de handicap mental ne nécessitant pas de prouver la violence, contrainte menace ou surprise, tribunaux spécialisés 65%, suspension ou retrait de l'autorité parentale en cas de plainte ou de condamnation d'un parent pour inceste.

☹ Stéréotypes sexistes, les Français-e-s sont :

- **69%** à penser que de nombreux événements sont ressentis comme violents pour les femmes alors qu'ils ne le sont pas pour les hommes (dont 63% d'hommes et 74% de femmes) ;
- **65%** à penser que les femmes ont besoin d'être amoureuse pour envisager un rapport sexuel ;
- **53%** à penser que les hommes ont une sexualité plus simple que les femmes ;
- **51%** à penser qu'il est plus difficile pour un homme de maîtriser son désir sexuel que pour une femme ;
- **44%** à penser que le recours à la prostitution permet d'éviter les viols (50% d'hommes/38% de femmes) ;
- **31%** à penser que les hommes sont plus rationnels que les femmes et 21% que que les femmes dans le domaine sexuel savent beaucoup moins ce qu'elles veulent ;
- **19%** à penser que la pornographie est moyen comme un autre de faire son éducation sexuelle (27% d'hommes/12% de femmes) ;
- **et autour de 10%** que les femmes aiment être forcées, injuriées, humiliées et que quand elles disent non cela veut dire oui (16% d'hommes/7% de femmes).

☹ Les Français-e-s sont encore :

- **37%** (= p/r à 2016/2019) à penser qu'il est fréquent d'accuser une personne de viol par déception amoureuse ou pour se venger (39% d'hommes et 34% de femmes)
- **28%** à penser qu'il est fréquent d'accuser une personne de viol pour attirer l'attention (33% d'hommes et 23% de femmes)
- **26%** à penser qu'il est fréquent que les mères manipulent leurs enfants pour qu'ils abusent le père de viol (27% d'hommes et 25% de femmes)
- **21%** (↘ p/r à 2016/2019 où ils étaient respectivement 26 et 27%) à penser qu'il est fréquent que des enfants inventent ou mentent en accusant une personne de viol (28% d'hommes et 15% de femmes)
- **10%** (↘ p/r à 2016/2019 où ils étaient respectivement 15 et 19%) à penser qu'il est fréquent que les personnes en situation de handicap mental inventent ou mentent en accusant une personne de viol (14% d'hommes et 7% de femmes)
- **50%** des Français-e-s considèrent qu'au moins une de ces situations est fréquente, ce chiffre monte à **68% pour les 18-24 ans** (vs 41% pour les 45-59 ans)

☹ Fait inquiétant les 18-24 ans sont bien plus nombreux à adhérer à des stéréotypes sexistes et à une sexualité violente sans respect du consentement, ils sont :

- ↳ **36%** vs 12% pour l'ensemble des Français-e-s soit **3 fois plus nombreux** à penser **qu'une femme peut prendre du plaisir à être humiliée ou injuriée** (37% ♂ et 27% ♀)
- ↳ **23%** vs 11% pour l'ensemble des Français-e-s soit **2 fois plus nombreux** à penser **qu'une femme peut prendre du plaisir à être forcée** (25% ♂ et 20% ♀)
- ↳ **23%** vs 11% pour l'ensemble des Français-e-s soit **2 fois plus nombreux** à penser **qu'une femme qui dit non cela veut dire oui**, et les hommes de 18-24 ans sont **34%** à le penser soit **3 fois plus nombreux** (34% ♂ et 21% ♀)
- ↳ **34%** vs 19% pour l'ensemble des Français-e-s à **déclarer que la pornographie est un moyen comme un autre de faire son éducation sexuelle** et les hommes de 18-24 ans sont **41%** à le penser soit **2 fois plus nombreux** à le penser (vs 24% ♀) ;
- ↳ **seulement 70%** vs 82% pour l'ensemble des Français-e-s à **considérer que forcer sa partenaire à avoir un rapport sexuel alors qu'elle refuse est un viol** et les hommes de 18-24 ans sont encore moins nombreux à le considérer **59%** (vs 82% ♀ de 18 à 24 ans) ;
- ↳ **seulement 78%** vs 86% pour l'ensemble des Français-e-s à **considérer qu'avoir un rapport sexuel avec une personne qui dit clairement non et qui cède quand on la force est un viol** et les hommes de 18-24 ans sont moins nombreux à le considérer : **71%** (vs 84% ♀) **et quand il s'agit de pénétration digitale** ils ne sont que **58%** (vs 89% ♀ de 18 à 24 ans) ;
- ↳ **seulement 80%** vs 91% pour l'ensemble des Français-e-s à **considérer qu'avoir un rapport sexuel avec une personne qui est en état d'ébriété, endormie ou incapable d'exprimer son consentement est un viol** et les hommes de 18-24 ans sont encore moins nombreux à le considérer : **71%** (vs 89% ♀ de 18 à 24 ans)
- ↳ **seulement 80%** vs 92% pour l'ensemble des Français-e-s à **considérer que forcer une personne à avoir un rapport sexuel alors qu'elle refuse et ne se laisse pas faire est un viol** et les hommes de 18-24 ans sont encore moins nombreux à le considérer : **77%** (vs 83% ♀ de 18 à 24 ans)
- ↳ De plus, les hommes 18-24 ans sont plus nombreux à penser qu'il est fréquent **que des personnes qui accusent de viol mentent par déception amoureuse ou vengeance : 52% vs 37%** (= les ♀ de 18 à 24 ans), **que des enfants mentent : 43% vs 21%** soit **2 fois plus** (21% pour les ♀ de 18 à 24 ans), **que des personnes en situation de handicap mentent inventent ou mentent 28% vs 10%** soit près de **3 fois plus** (12% pour les ♀ de 18 à 24 ans)

☹ Déresponsabilisation des violeurs

Les Français-e-s sont :

- **1 sur 3** à considérer que si des femmes ont une **attitude provocante en public (36%), sont allées seule chez un inconnu, ont flirté, ou si des adolescentes ont eu une attitude séductrice (32%) cela déresponsabilise le violeur**
- **1 sur 4** ou un peu moins à considérer que **si des femmes ont ont déjà eu auparavant des relations sexuelles avec la personne qui les a violée : 26% ; ou ont pris de l'alcool ou de la drogue : 23% et même 33% pour les 18-24 ans (46% d'hommes et 21% de femmes) cela déresponsabilise le violeur**
- **1 sur 5** à considérer que **si des femmes qui se promènent dans la rue dans des tenues très sexy (21%) cela déresponsabilise le violeur**

☹ Mythes sur ce que serait un vrai viol

- **39%** des Français-e-s pensent que si on se défend vraiment autant que l'on peut en donnant des coups et que l'on crie, on fait le plus souvent fuir le violeur, et c'est près d'un homme sur deux (49%) qui le pense (et 1/3 des femmes).
- **1/4** des Français-e-s pensent que de nombreux viols sont dus au fait que le violeur croit au début que la personne souhaite avoir des relations sexuelles avec lui
- **1/4** des Français-e-s, pensent que ce n'est pas vraiment un viol si il n'y a pas de traces physiques de violences ou de lésions génitales, si la victime n'a pas réagit pas ou ne s'est pas opposée, si elle a revu son agresseur, qui met beaucoup de temps à se souvenir de son viol

En conclusion

Il ressort de cette nouvelle enquête que la population française est tout à fait consciente de la nécessité de lutter plus efficacement contre des violences sexuelles, et de mieux en protéger les victimes, à plus forte raison les personnes les plus vulnérables qui en sont le plus victimes (les enfants et les personnes en situation de handicap) et que la quasi-totalité des Français·e·s est pour une imprescriptibilité des crimes sexuels (90% pour les mineurs et les personnes vulnérables, 87% pour l'ensemble des crimes sexuels) et pour la mise en place de nouvelles mesures permettant de mieux dépister, protéger et prendre en charge les victimes (en particulier la formation de tous les professionnels, la création de centres de prise en charge de victimes de violences sexuelles dans chaque département, de juridictions spécialisées et celles préconisées par le premier avis de la CIIVISE (Commission indépendante inceste et violences sexuelles envers les enfants) sur la suspension ou le retrait de l'autorité parentale en cas de suspicions pour inceste ou de condamnation pour inceste .

Mais il est préoccupant qu'une majorité de Français·e·s continue de méconnaître la loi, de la réalité des violences sexuelles, de la notion de consentement et des conduites à tenir ainsi que des ressources concernant les violences sexuelles (ce déficit d'information montre qu'il est essentiel de mettre en place une meilleure stratégie d'éducation, de sensibilisation et de communication), et reste encore trop perméable (même si cela s'améliore) à une propagande sexiste et anti-victimaire qui nuit gravement aux victimes et à leur protection, propagande qu'il s'agit de déconstruire en urgence, et c'est particulièrement vrai pour les jeunes de 18 à 24 ans qui sont nombreux à être imprégnés par une représentation pornographique violente de la sexualité. Il est urgent d'agir car les enfants sont de plus en plus exposés à de la pornographie dont le contenu en ligne explose d'année en année et est largement non-réglementé ce qui en fait une zone de non-droit avec des scènes où des femmes subissent des actes violents, dégradants et humiliants, et avec un accès à des contenus criminels : des vidéos de viols, de revenge-porn, de pédocriminalité.

Paris, le 26 janvier 2022

Dre Muriel SALMONA présidente de l'Association Mémoire Traumatique et Victimologie

drmsalmona@gmail.com ; memoiretraumatique@gmail.com

<https://www.memoiretraumatique.org>

Contact tel : 0632399934

L'ASSOCIATION MÉMOIRE TRAUMATIQUE ET VICTIMOLOGIE

Créée en 2009, dans l'optique de lutter contre toutes les violences et d'améliorer leur prévention, l'association Mémoire Traumatique et Victimologie a pour but d'améliorer l'identification, la protection et la prise en charge des victimes de violences via l'information du public et la formation des professionnel·le·s impliqué·e·s, et de promouvoir la connaissance et la compréhension des conséquences des violences.